



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 223 - 18 avril 2013

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

- 1 - Après le 13 avril, communiqué de presse d'Abolition 2012 - Système prostituuteur : après l'abolition citoyenne, l'abolition législative ! - Page 1
- 2 - Le 13 avril, Déclaration d'Abolition des associations - Proclamée sur scène par 13 associations
- 3 - Après le 13 avril, Prostitution : mobilisons nous pour une loi d'abolition ! - Tribune d'Abolition 2012 - Page 3
- 4 - Prostitution : les abolitionnistes gagnent du terrain - Marion Guérin - L'Express - Page 4
- 5 - L'Alsace, une région en pointe pour l'abolition de la prostitution ? - Alsace.fr - Page 6
- 6 - Après le 13 avril, en route pour une loi d'abolition du système prostituuteur ! - Communiqué MMF - Page 7
- 7 - Non, la prostitution n'est pas une pratique sexuelle comme les autres - Com Presse La CLEF - P7
- 8 - Livre : « Si je viens vers toi... » - Véronique Verger - Page 8
- 9 - Après le 13 avril, d'autres articles... - Page 8

Tout (ou presque, ça vient) sur : <http://abolition13avril.wordpress.com/>

TEXTES

1 - Après le 13 avril, communiqué de presse d'Abolition 2012 - Système prostituuteur : après l'abolition citoyenne, l'abolition législative !

Samedi dernier, à la Machine du Moulin Rouge à Paris, 500 abolitionnistes se sont réuni-es pour l'abolition citoyenne du système prostituuteur, aux côtés des 54 associations organisatrices du collectif Abolition 2012, dont le Planning Familial de Paris, qui venait juste de rejoindre le collectif ! De nombreuses personnalités, publiques et politiques, de France et de l'étranger, sont venues apporter leur soutien à la Déclaration citoyenne d'abolition qui a été lue en public. A cette occasion, Harlem Désir (PS), Pierre Laurent (PC), et Martine Billard (PG) ont formellement engagé leurs partis politiques en soutien d'une loi globale abolitionniste incluant l'interdiction de l'achat de tout acte sexuel. Avec l'UDI, qui s'est prononcée le 8 mars 2013 pour la reconnaissance de la prostitution comme une violence et l'inversion de la charge pénale, quatre partis politiques français appellent désormais à l'adoption rapide d'une loi globale abolitionniste.

A leurs côtés, Françoise Héritier, Benoît Hamon, Roselyne Bachelot, Blandine Métayer, ou encore Eva Darlan et Coline Serreau sont venu-es rappeler que l'abolition du système prostituuteur rassemblait de nombreuses personnes aux parcours et milieux différents.

Plusieurs survivantes de la prostitution sont également venues témoigner de la nécessité urgente de l'adoption de cette loi, et de l'importance pour elles, et pour toutes les personnes en situation de prostitution, de se sentir soutenues par un large mouvement citoyen.

Cette après-midi pour l'abolition citoyenne a été un grand succès, montrant l'ampleur du mouvement en faveur d'une loi qui permette enfin de se donner les moyens d'en finir avec cette violence qu'est la prostitution. La balle est maintenant dans le camp des législateurs qui ont entendu cette urgence, nous serons là pour leur rappeler qu'il faut mettre fin à l'exploitation sexuelle, indigne d'une société humaine, féministe et d'égalité !

Des extraits : Blandine Métayer, auteure : « Là-aussi, la honte doit changer de camp, c'est aux

clients et aux proxénètes d'avoir honte ! » ; Emmanuel Zemmour, Président de l'Unef : « L'UNEF est abolitionniste car féministe » ; Marie-George Buffet, députée PC : « S'il y a un courage politique et donc une proposition de loi, il faudra que l'opinion publique reste mobilisée » ; Maud Olivier, députée PS : « Il faut que nous construisions une loi cohérente et construite ». Laurence Noëlle, survivante de la prostitution : « Je veux faire passer un message aux travailleurs sociaux : Ouvrez les oreilles » ; Harlem Désir, Premier secrétaire du PS : « La prostitution est une atteinte insupportable à la dignité humaine ». Roselyne Bachelot, ancienne ministre : « Je suis abolitionniste car (...) le droit protège et la liberté constraint » ; Stella Marr, directrice du Réseau international de survivantes SexTrafficking Survivors United : « Tant que des hommes voudront acheter les corps des femmes, il y aura des proxénètes » ; Benoît Hamon : « Je suis abolitionniste car je n'accepte pas le commerce des femmes et de leur corps » ; Kajsa Ekis Ekman, auteure suédoise : « 10 ans après sa mise en oeuvre, l'abolitionnisme suédois a fonctionné ! 80 % des Suédois sont favorables à la loi ».

2 - Le 13 avril, Déclaration d'Abolition des associations - Proclamée sur scène par 13 associations

Parce que le système prostituateur brise chaque année les vies de plusieurs dizaines de milliers de personnes prostituées dans notre pays

Parce que tout acte sexuel imposé par la contrainte financière est en soi une violence sexuelle

Parce que la répétition d'actes sexuels non désirés, même lorsqu'ils sont consentis, a des conséquences traumatiques sévères sur les personnes prostituées

Parce que la prostitution n'est pas aménageable, pas plus que ne l'est le viol ou le harcèlement sexuel

Parce que le mot "pute" est une injonction - et une insulte - qui ouvre la voie au mépris, aux humiliations, aux violences et au meurtre.

Parce qu'un prétexte "droit" des hommes à la sexualité continue de faire peser sur les femmes un éternel "devoir" dont l'heure est venue de les libérer.

Parce que le système prostituateur est un moteur pour le proxénétisme et la traite des femmes

Parce que le système prostituateur exploite toutes les inégalités, entre les hommes et les femmes, le Nord et le Sud, les riches et les pauvres, les adultes et les enfants.

Parce que le système prostituateur est la caricature d'un libéralisme sans foi ni loi.

Parce que le système prostituateur est non seulement l'allié inséparable du sexism, mais aussi du racisme et du colonialisme

Parce que la libération sexuelle exige que la sexualité soit libérée des injonctions morales, du carcan de la domination et des violences, mais aussi de l'emprise du marché.

Parce que les associations seules ne peuvent pas enrayer la violence prostitutionnelle sans une politique publique globale et abolitionniste

NOUS, associations de soutien aux personnes prostituées, de lutte contre les violences faites aux femmes, de promotion de l'égalité femmes-hommes ;

NOUS, survivantes de la prostitution ;

Proclamons solennellement que :

- NUL ne peut tirer profit de la prostitution d'autrui ;
- NUL ne peut disposer du corps d'autrui et de sa sexualité contre une rémunération ;
- NUL ne devrait être réduit à "sacrifier" son intimité, son intégrité et sa sexualité pour mieux vivre ou survivre.

EN conséquence nous demandons l'adoption immédiate de politiques publiques garantissant :

- La suppression de toutes les mesures répressives à l'encontre des personnes prostituées ;
- La mise en place de véritables alternatives à la prostitution et l'ouverture de droits effectifs

pour toutes les personnes prostituées, y compris étrangères :

- L'interdiction de tout achat d'un acte sexuel et la pénalisation des clients prostitués ;
- Le renforcement de la lutte contre toute forme de proxénétisme ;
- Le développement d'une politique ambitieuse d'éducation à une sexualité libre et respectueuse de l'autre et de son désir et à l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- L'instauration d'une politique de prévention, de formation, ainsi que d'information à la réalité du système prostitué.

3 - Après le 13 avril, Prostitution : mobilisons nous pour une loi d'abolition ! - Tribune d'Abolition 2012

La complaisance a assez duré. C'est le sentiment de l'urgence qui nous pousse aujourd'hui, quelle que soit la diversité de nos horizons, à nous mobiliser ensemble autour d'un vrai mouvement citoyen.

Contre tous les poncifs qui nous sont servis dans les médias - mal nécessaire, projet liberticide - nous affirmons la nécessité et la cohérence de notre engagement pour l'abolition du système prostitué. Pourquoi s'être mobilisé-es contre les violences et les discriminations, pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour le droit de chacun-e à disposer de son corps, si c'est pour laisser prospérer un système porteur d'une double-violence, sociale et sexuelle ?

Bastion d'une inoxydable tradition patriarcale de mise à disposition du corps, et donc de la personne des femmes, au profit de prétextes besoins sexuels masculins, ce système consacre le droit du client prostitué à imposer un acte sexuel par l'argent. En exploitant la précarité et les vulnérabilités des personnes en situation de prostitution, ce système archaïque met à mal tous les efforts visant à vivre une véritable égalité où le désir est réciproque et le plaisir partagé. Il nie le seul véritable droit : celui à une sexualité libérée de toutes les injonctions, qu'elles soient morales, psychologiques ou financières.

Comme le viol, le viol conjugal ou le harcèlement sexuel, le système prostitué ne relève pas de la sexualité mais des violences sexuelles. Comment penser qu'un système qui repose sur la négation systématique du désir de l'autre et le rapport de force financier relève de la sexualité dans ce qu'elle a de libre et d'épanouissant ? Les associations de soutien aux personnes prostituées et de lutte contre les violences faites aux femmes le constatent chaque jour : la répétition d'actes sexuels non désirés, même lorsqu'ils sont consentis, est en soi une violence sexuelle aux conséquences physiques et psychologiques équivalentes aux autres formes de violence sexuelle.

Non, l'abolition du système prostitué n'est pas une utopie, si ce n'est au sens que Victor Hugo donnait à ce mot, une « réalité de demain ». Loin de constituer une volonté d'éradiation, elle engage enfin une politique résolue qui donne un cap à notre société, qui responsabilise pénalement les acteurs de ce système et offre enfin des alternatives aux personnes en situation de prostitution. L'abolition du système prostitué ne fera certes pas disparaître la prostitution du jour au lendemain. Mais elle engagera résolument la société tout entière aux côtés des victimes de ce système d'exploitation et contre ceux qui en tirent profit.

Car qui se satisferait du statu quo ? Des personnes prostituées toujours considérées comme des délinquantes, une impunité persistante des clients prostitués, des étrangères exposées à la menace de l'expulsion quand il faudrait les protéger des réseaux qui les exploitent...

Le temps est venu de changer radicalement de perspective. Ce que nous exigeons aujourd'hui, c'est la mise en place, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, d'une politique réellement abolitionniste permettant de tarir les entrées dans la prostitution et de multiplier les possibilités d'en sortir. Il s'agit d'un devoir éthique.

C'est pour cela que nous nous engageons pour l'adoption d'une politique globale incluant : L'inversion de la charge pénale par l'abrogation du délit de racolage et l'interdiction de tout achat d'un acte sexuel ; Un plan national d'alternatives à la prostitution par un soutien social global aux

personnes prostituées françaises et étrangères désirant s'extraire de la violence prostitutionnelle ; La mise en oeuvre effective de la confiscation des biens du proxénétisme et l'indemnisation effective de ses victimes.

- Le développement d'une politique ambitieuse d'éducation à l'égalité et à la sexualité.

Nous déclarons haut et fort qu'il est lâche et hypocrite de se réfugier derrière le « consentement » des personnes prostituées pour s'empresser de ne rien faire. Nous savons pertinemment que le « consentement » n'a de sens qu'au regard des options et alternatives réelles de chacun-e. Or, face aux tentatives de banalisation du « travail sexuel » et en l'absence d'une prise de conscience collective et de moyens effectifs, un très grand nombre de personnes prostituées ne dispose d'aucune alternative réelle à la prostitution. Que certain-es consentent à travailler pour moins que le SMIC ou à se séparer un organe pour survivre, n'a jamais justifié les salaires en dessous du SMIC ni l'achat d'un organe. Nul ne doute plus du fait que, face aux inégalités, ce seront toujours les plus vulnérables qui en seront réduits à sacrifier leur force de travail ou leur intégrité physique. Si certains font le choix de la loi de la jungle - que les plus forts soient libres d'exploiter les plus faibles tant que ceux-ci, sans alternatives, y consentent - , nous sommes fier-es de faire le choix du contrat social et d'un projet de société progressiste.

En cela, notre mobilisation dépasse largement la question de la seule prostitution. Et c'est pourquoi nous vous invitons à vous engager à nos côtés pour faire le choix de l'égalité entre les femmes et les hommes, le choix d'une sexualité vécue dans la réciprocité et l'égalité, une sexualité libérée du carcan de la domination et des violences mais aussi - et c'est là un véritable changement de société - de celui du marché !

Signataires : Les présidentEs des 55 associations du Collectif Abolition 2012 ; Françoise Héritier, anthropologue - Coline Serreau, réalisatrice - Pierre Laurent, secrétaire national du PCF ; Marie-George Buffet, députée - Chantal Jouanno, sénatrice (UDI) - Roselyne Bachelot-Narquin, chroniqueuse, ancienne ministre - Nicole Kiil Nielsen, euro-députée (EELV) - Blandine Métayer, comédienne - Guy Geoffroy, député (UMP) - Danielle Bousquet, présidente du Haut Conseil à l'Egalité entre les Femmes et les Hommes - Anny Poursinoff, ancienne députée (EELV) - Gwendal Rouillard, député (PS), Gérard Biard, journaliste - Laurence Rossignol, sénatrice (PS), porte-parole du PS - Emmanuel Zemmour, président de l'UNEF - Sophie Auconie, euro-députée (UDI)

4 - Prostitution : les abolitionnistes gagnent du terrain - Marion Guérin - L'Express

La foule se presse à l'entrée de la Machine du Moulin Rouge à Paris. Cet après-midi, plusieurs centaines d'abolitionnistes de France se sont donné rendez-vous à l'appel du collectif "Abolition 2012". Militants, membres des cinquante-quatre associations regroupées au sein du collectif, personnages publics... En ce samedi ensoleillé, le mouvement veut marquer les esprits. Et marteler son exigence: "une société sans prostitution".

Mais, en face, une vingtaine de trouble-fête se sont invités : ce sont les réglementaristes qui manifestent devant les locaux. "Où, quand, comment, combien? Ce choix me revient! Mon corps m'appartient !" scandent-ils. Ils défilent sous les banderoles du Strass, et d'Act-Up, qui appellent à une reconnaissance de la prostitution en tant que métier comme un autre et à une réglementation de celle-ci. Je suis un bout de viande. Je crois être chez le boucher, mais c'est en fait l'abattoir. Sur le sol, ils ont dispersé du faux sang et des préservatifs. "Sida: prostituées, Abolition 2012 vous préfère mortes !". Pendant quelques minutes, abolitionnistes et réglementaristes se défient du regard, symbole de deux idéologies irréconciliables. "On s'attendait à ce qu'ils nous rendent visite" lâche une organisatrice, l'air consterné. "Ils font toujours ça..."

"Ce qui se passe au bordel reste au bordel" : Avec un peu de retard, l'événement peut enfin commencer, avec la lecture à la tribune d'un témoignage. Celui de Fiona, ancienne prostituée. "Je suis un bout de viande. Je crois être chez le boucher, mais c'est en fait l'abattoir. Le client est roi. Certains ont des fantasmes. Ils croient que notre corps peut tout supporter. Nous avons fini par

intégrer qu'êtants payées, nous n'avons qu'à nous taire, car nous avons voulu cette situation. Ce qui se passe au bordel reste au bordel." Les mots de la lectrice jettent un froid dans la salle. "Fiona s'en est aujourd'hui sortie". D'autres témoignages d'anciennes prostituées se succèdent, tout autant poignants et douloureux à l'écoute. Ce n'est pas un hasard. La stratégie d'"Abolition 2012" consiste à interroger l'opinion publique et de la classe politique sur « la réalité quotidienne de la prostitution, faite de violences et de viols ». Et d'inciter les prostituées à sortir du silence. Laurence Noël, ancienne prostituée, a ainsi été "sauvée par le Mouvement du Nid" qui l'a sortie de la rue Saint-Denis. Quand elle prend le micro, sa voix se brise. En larmes, elle remercie tous ceux qui sont là aujourd'hui. "Je me suis reconstruite en pensant que jamais je ne devrai dire à quiconque ce qui s'est passé... Mais maintenant, le silence, c'est fini ! Comment les clients peuvent-ils comprendre si on continue à se taire?" Le public, plongé dans le noir, applaudit à tout rompre.

"Nous avons une annonce spéciale" : Sur la scène, des personnalités politiques défilent également. L'ancienne ministre Roselyne Bachelot, le député UMP Guy Geoffroy, la députée socialiste Danielle Bousquet... "L'abolition de la prostitution n'est pas une utopie. C'est applicable dès demain", affirment-ils. "On ne peut pas lutter contre la traite des êtres humains et cautionner en même temps la prostitution". Ils appellent le gouvernement et les députés à la "cohérence", alors qu'une loi globale sur la prostitution doit être votée d'ici la fin de l'année.

90 % des prostituées sont issues d'un trafic d'êtres humains : Depuis quelques mois, le collectif Abolition 2012 gagne en visibilité. Le nombre d'association s'est accru, les soutiens publiques se multiplient. À travers un court film, le mouvement retrace son combat, ses réunions, ses manifestations... Signe de ce succès, une organisatrice prend la parole et lance fièrement : "Nous avons une annonce spéciale. Sachez que le Planning Familial de Paris s'associe à nous !" La charge symbolique est forte, et l'effet immédiat. Tonnerre d'applaudissements.

« Nous ne sommes pas un mouvement marginal » : Les profils des participants sont variés. Des sexagénaires discutent avec des jeunes adultes. Des hommes se revendiquent féministes. Ils appartiennent tous à l'un des mouvements abolitionnistes, ou à une fédération locale d'un parti politique, et viennent des quatre coins de la France. Florence Montreynaud, historienne du féminisme et fondatrice du mouvement "Chiennes de garde" l'affirme : « Les mentalités ont changé. Avant, les abolitionnistes étaient représentés par des « vieux » un peu moralisateurs, comme le couvent des filles repenties. Aujourd'hui, à travers notamment les reportages sur le trafic des êtres humains, les gens ne peuvent plus ignorer la violence qui fonde la prostitution. Les militants sont jeunes, le sujet est 'in'. Nous ne sommes pas un mouvement marginal. »

Pour balayer les accusations dont les abolitionnistes font l'objet, Grégoire Théry, secrétaire général du Mouvement du Nid, a un discours rôdé. « Oui, il y a des personnes qui consentent à se prostituer, tout comme certains consentent à travailler pour moins que le SMIC, ou à vendre leur rein. Mais 90 % des prostituées sont issues d'un trafic d'êtres humains. On doit légiférer pour elles ». Quant à supprimer totalement la prostitution, il ne se fait pas d'illusion : « De fait, ça n'arrivera pas. Mais on ne peut pas faire de la prévention à l'école et affirmer que la prostitution est un métier comme un autre ».

« Le strass ne représente que lui-même » : L'événement s'adresse aux membres des associations - leurs porte-parole prêchent donc des convaincus. Mais la démarche consiste bel et bien à convaincre et brasser large. Le rôle des médias, accusés de véhiculer un discours laxiste sur la prostitution, revient régulièrement sur la scène et dans la bouche des militants. Selon Nathalie, de la Fédération toulousaine du Parti socialiste, »"ils ne prennent pas partie, mais montrent une image de la prostitution qui ne colle pas à la réalité ».

Dehors, les organisateurs essuient les traces de faux sang laissé par les manifestants du Strass et d'Act Up. Leur irruption ne semble pas avoir perturbé les participants. "Le syndicat Strass ne représente que lui-même", affirment Emilie et Camille, membres d' "Osez le féminisme", elles aussi

venues de Toulouse. "Comment voulez-vous représenter 90 % des femmes emmenées de l'étranger, qui ne parlent pas français ? Vous croyez qu'elles se syndiquent ?". Tous semblent satisfaits de cette réunion, qui se tient soixante-sept ans jour pour jour après la fermeture des maisons closes. Mais ce qu'ils veulent avant tout: "C'est une loi".

5 - L'Alsace, une région en pointe pour l'abolition de la prostitution ? - Alsace.fr

Le Mouvement du Nid de Strasbourg va se rendre à Paris samedi prochain pour porter, avec 55 autres associations, lors d'une mobilisation citoyenne, un appel à l'abolition de la prostitution.

« La prostitution est un acte sexuel imposé par l'argent, la contrainte et les inégalités, souligne Isabelle Collot, permanente responsable de la délégation du Bas-Rhin du Nid. C'est aussi un fait de société inacceptable, une atteinte directe aux droits de l'être humain et de sa dignité. »

Pour elle, la prostitution ne peut pas être « un mal nécessaire, une fatalité ou un métier, encore moins une liberté ». « C'est une organisation commerciale aux dimensions locales, nationales et internationales qui concerne différents acteurs, les personnes prostituées, les clients, les proxénètes, mais aussi l'État et les mentalités. »

Plus de 300 personnes sur le trottoir strasbourgeois : Selon Le Nid, on ne saurait d'un côté défendre les droits de l'homme, la liberté, la démocratie et de l'autre, tolérer que des femmes, des hommes et des enfants soient réduits à l'esclavage dans la prostitution. « La prostitution est une violence contre les femmes, contre les hommes et les enfants qui en sont les victimes, mais aussi une violence faite à l'humain ». Elle rappelle aussi que l'Alsace a toujours été abolitionniste. « En 1925, Strasbourg a fermé ses maisons closes et Colmar a été la première ville à fermer ses bordels le 1er octobre 1881. »

À Strasbourg, l'association du Nid va à la rencontre des personnes prostituées une ou deux fois par semaine. En 2011, elle a assuré 35 rencontres de nuit et 10 rencontres de jour, soit 286 personnes, dont 273 femmes rencontrées en soirée et 31 personnes en journée.

Ces personnes étaient de 19 nationalités en 2011 et 24 en 2012. Plus de la moitié des personnes prostituées viennent des pays de l'Est (64,1 %), puis d'Afrique noire (23,55 %). Les pays du Maghreb comptent pour 0,36 %, la France pour 9,05 %, l'Amérique latine pour 1,81 % et l'Europe (hors Europe de l'Est) pour 1,08 %.

Le Mouvement du Nid a une utopie, un monde sans prostitution par une abolition de celle-ci, comme cela a été le cas pour l'esclavage même si Isabelle Collot est bien consciente « que cela ne va pas faire disparaître la prostitution du jour au lendemain ».

Cet appel relayé par 55 autres associations nationales sera porté à Paris, le 13 avril prochain, date anniversaire de la fermeture des maisons closes en France en 1946. Il demande la suppression de toutes les mesures répressives à l'encontre des victimes de la prostitution. Ce qui a été fait le 31 mars dernier, quand le Sénat a abrogé la loi sur le racolage.

Sensibiliser et informer les adolescents : Parmi les autres préconisations de cet appel, l'interdiction de tout achat d'acte sexuel et la pénalisation des clients, le renforcement de la lutte contre toute forme de proxénétisme et une politique ambitieuse d'éducation à une sexualité libre et respectueuse de l'autre, à une véritable égalité entre femmes et hommes.

En 2012, le président du conseil général du Bas-Rhin, Guy-Dominique Kennel, a signé cet appel lors du 40e anniversaire de la délégation bas-rhinoise du Nid. Il prévoit de soutenir plusieurs actions de l'association, dont la mise en œuvre de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, ratifiée par le conseil général 67 et la Ville de Strasbourg.

Il entend aussi développer des actions de prévention, de sensibilisation et de formation dans les collèges sur le thème « Je ne suis pas client de la prostitution ». « La proximité de l'Allemagne a des conséquences sur certains lycéens, qui n'hésitent pas à se vanter de leurs escapades dans les bordels de l'autre côté du Rhin », note Isabelle Collot,

Aujourd'hui, 42 millions de personnes se prostituent à travers le monde. En 2002, l'argent de la prostitution a été estimé à 60 milliards d'euros...

6 - Après le 13 avril, En route pour une loi d'abolition du système prostituateur ! - Communiqué MMF

La Marche Mondiale des Femmes salut l'enthousiasme militant qui a secoué la Machine du Moulin Rouge le 13 avril, lors de l'événement « Abolition du système prostituateur », en présence de plus de 500 personnes. De nombreuses associations féministes, dont le Planning Familial de Paris, des responsables du Parti communiste, du Parti socialiste, du Parti de Gauche, d'Europe Ecologie Les Verts, de L'UDI, ainsi que des élu-es de l'Assemblée Nationale et du Sénat, ont affirmé ou réaffirmé leur soutien à une loi abolitionniste.

Il faut maintenant faire des promesses une réalité. Pour cela, nous continuerons le combat, au côté des 53 associations du Collectif Abolition 2012, jusqu'à ce que soit votée une loi globale d'abolition du système prostituateur. Cela passera par un travail de conviction, en direction des françaises et français, des organisations, et des élu-es partout dans nos départements.

Les mentalités doivent changer, la prostitution est une violence, le corps des femmes n'est pas une marchandise ! Engagez- vous à nos côtés pour une société sans prostitution !

Marche Mondiale des Femmes le 14 avril 2013

7 - Non, la prostitution n'est pas une pratique sexuelle comme les autres - Com Presse La CLEF

La Coordination française du Lobby européen des femmes (CLEF), qui rassemble 80 associations féminines et féministes en France, s'insurge contre les propos tenus par les signataires de la tribune publiée dans le Nouvel Observateur du 23 août contre le projet évoqué par la ministre des droits des femmes d'abolir la prostitution.

Selon les signataires, « le pouvoir politique n'a pas à intervenir dans les pratiques sexuelles des adultes consentants ». « Toutes les femmes n'ont pas le même rapport à leur corps », écrivent-ils. De qui se moque-t-on ? C'est une singulière vision des choses que de considérer le recours à la prostitution comme une « pratique sexuelle » : n'est-ce pas avant tout une transaction commerciale qui, dans plus de 95 % des cas, n'est pas librement consentie par la personne prostituée ? Faut-il, au nom des quelques centaines de personnes qui revendiquent le droit de se prostituer librement, oublier les dizaines de milliers de femmes victimes de proxénètes et de réseaux mafieux ? A Paris, pour 400 « indépendantes » exerçant sans proxénète, on compte aujourd'hui plus de 4.000 femmes venues d'Europe de l'Est et d'Afrique qui sont beaucoup plus des esclaves que des prostituées.

Les signataires de la tribune considèrent la prostitution comme une « activité » comme une autre. C'est pourtant une activité dont l'enjeu est la marchandisation d'un corps. Oui, la CLEF considère que le corps ne doit pas être une marchandise et affirme, avec la psychothérapeute Suzanne Képès, que la société doit édicter une règle : on n'achète pas le corps de l'autre. Les associations qui s'étaient réunies dans un collectif de lutte contre les violences faites aux femmes n'ont pas pour objectif, contrairement à ce qu'écrivent les signataires, de « réguler la sexualité », elles souhaitent que soit criminalisé le recours aux services d'une personne prostituée, qui, dans l'immense majorité des cas, n'a pas choisi sa condition.

Il faut cesser l'hypocrisie : la lutte contre la prostitution ne peut se limiter à la chasse aux personnes prostituées, que la loi Sarkozy du 18 mars 2003 a fait passer du statut de victime à celui de délinquant ; elle ne se peut pas limiter à la verbalisation des clients qui ont mal garé leur voiture et portent ainsi atteinte à la sécurité routière, comme c'est le cas actuellement. Il faut, comme le propose avec courage la ministre des droits des femmes, s'engager dans la voie de l'abolition, qui passe forcément par la criminalisation du client.

L'un des grands chantiers des ministres de l'Intérieur et des Droits des femmes sera bien sûr de

s'attaquer non seulement de manière plus résolue que jamais aux réseaux proxénètes, aux ramifications internationales, mais aussi au problème de la prostitution par internet, qui rend invisible une grande partie de l'activité prostitutionnelle.

La CLEF, dans la conférence de consensus qu'a annoncée la ministre, demandera de: - pénaliser le client plutôt que la prostituée ; - Combattre les réseaux de prostitution, particulièrement ceux qui se développent sur internet ; - Combattre le proxénétisme et la traite des êtres humains par des politiques ambitieuses conduites au niveau européen et international ; - Mettre en conformité les législations européennes dans un sens abolitionniste ; - conduire des politiques d'insertion des personnes prostituées ; - Protéger les personnes prostituées sans papiers ; - Informer dès le plus jeune âge et par des campagnes de communication sur les conséquences de la prostitution et éduquer au fait qu'on n'achète pas le corps d'autrui.

RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES...

8 - Livre : « Si je viens vers toi... » - Véronique Verger

Un livre témoignage sur la prostitution aux éditions de Villèle, un ouvrage qui fera sans doute moins de bruit dans les médias parisiens que « Les demoiselle d'Amsterdam » de Martine et Louise Fokkens (Fleuve noir, Libération du 12 mars). « Les charmes d'une femme, ça se monnaye ? Cinq années de prostitution, ça laisse indemne ? » se demande l'éditeur. « Avec ses yeux bleus, profonds, qui en disent long et sa voix rauque, Véronique raconte. Il faut l'entendre. L'émotion est là, palpable. Un début de vie inimaginable, des années de trottoir, quatre enfants de trois pères différents - violents, haineux pour certains au point de vouloir éloigner d'elle ses fils - la ville de Tours, qu'elle a voulu faire sienne et dont elle connaît les rues, les bars, les gens, les mœurs... Véronique Verger est une femme accomplie, mais une mère déchirée et ses paroles sortent tout droit de son cœur et de ses tripes. Bien plus qu'un récit de vie, ce livre est un réquisitoire passionné contre la prostitution : celui d'une femme, qui a traversé tellement d'épreuves que l'on se demande comment elle tient encore debout. Mais cette femme a compris que la vie nous donnait ce que l'on devait connaître, le meilleur comme le pire, pour se réaliser. Elle a franchi les obstacles un à un, a surmonté, grâce à sa volonté de fer et à son énergie rayonnante, la souffrance, la violence, l'épuisement physique et moral, la méchanceté humaine ».

9 - Après le 13 avril, d'autres articles...

http://www.lexpress.fr/actualite/societe/prostitution-les-abolitionnistes-gagnent-du-terrain_1240083.html
<http://www.lalsace.fr/actualite/2013/04/13/prostituees-le-client-sanctionne>
<http://www.bfmtv.com/societe/associations-se-mobilisent-demander-une-loi-abolisant-prostitution-492014.html>
<http://www.charentelibre.fr/2013/04/13/une-loi-d-abolition-de-la-prostitution-d-ici-l-automne,1830932.php>
http://www.lepoint.fr/societe/prostitution-les-abolitionnistes-montent-au-front-13-04-2013-1654707_23.php
<http://lci.tf1.fr/france/societe/manifestation-a-paris-pour-abolir-la-prostitution-7925890.html>
<http://www.elle.fr/Societe/News/Prostitution-les-abolitionnistes-se-mobilisent-2425338>
<http://www.bfmtv.com/video/bfmtv/societe/prostitution-rencontre-mimi-ancienne-prostituee-13-04-121010/>
<http://www.estrepublicain.fr/actualite/2013/04/13/prostituees-le-client-sera-t-il-sanctionne>
http://www.ouest-france.fr/ofdernmin_Prostitution.-Danielle-Bousquet-pour-la-penalisation-des-clients_40771-2182658-pere-bre_fildMA.Htm

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;
Tel : 0144621204 ou 06 80 63 95 25, mail : marchfem@rezisti.org ; site : <http://www.mmf-France>